

## Carnets : les rebelles pris en tenaille à Alep

Rédaction en ligne

vendredi 17 août 2012, 21:33

**L'historien belge Pierre Piccinin est à nouveau du côté d'Alep. Avec les rebelles. Son témoignage le prouve, la situation se dégrade pour la rébellion.**



AP

### **Alep - 17 août 2012**

Hier, nous avons dû quitter Alep, à peine y étais-je entré, accompagné de Domenico Quirico, reporter à La Stampa, et Eduardo Ramos Chalen, un ami photographe.

Le quartier de Tarik al-Bab, où j'avais établi ma base en juillet, est désormais bombardé par l'armée régulière, qui a repris sa contre-offensive visant à enrayer le front ouvert par les rebelles à Alep depuis le 20 juillet. Elle investit progressivement par l'ouest les zones insurgées qui couvraient la moitié sud-est de la ville. Privée d'aide militaire par les démocraties occidentales qui ont jusqu'ici empêché les rebelles de s'approvisionner en arme, la révolution ne peut pas arrêter la machine de guerre du régime al-Assad, soutenu par la Russie.

La stratégie de l'armée gouvernementale est de compartimenter les quartiers tenus par l'Armée syrienne libre (ASL) en occupant les artères principales qui les délimitent, sans se risquer à systématiquement combattre dans les rues secondaires. De cette manière, les quartiers isolés ne peuvent plus recevoir de renforts, ni en hommes, ni en matériel. Ils font alors l'objet de pilonnages nourris de l'artillerie et de l'aviation, qui précèdent les assauts des chars et de l'infanterie massivement mobilisés à Alep depuis le 4 août.

Cette stratégie porte ses fruits et la situation se dégrade de jour en jour pour les rebelles. Le quartier symbolique de Salaheddine, qui se trouvait en première ligne, au sud-ouest, a ainsi cédé, suivi du quartier de Saïf al-Daoula. Depuis deux jours, l'armée a dès lors lancé des attaques contre les quartiers de l'est, dans le but de prendre la rébellion dans un mouvement en tenaille. C'est dans cet objectif que le quartier de Tarik al-Bab, le plus oriental, a fait l'objet de nombreux tirs d'artillerie, alors que, fin juillet, il était encore relativement épargné ; l'hôpital Dar al-Shifaa, qui m'avait hébergé, a été ciblé : un hélicoptère l'a frappé de plusieurs tirs de roquettes qui ont rendu inutilisables les troisième, quatrième et cinquième étages.

Hier soir, alors que nous pensions y passer la nuit, le bombardement est devenu si intense que les médecins nous ont enjoint de quitter l'endroit tant que la route demeurerait ouverte.

Les rebelles, en effet, depuis le début de la contre-offensive, contrôlent un couloir qui permet d'entrer et de sortir de la ville par le nord-est et de gagner Tarik al-Bab. Or, le plan de l'armée régulière prévoit aussi d'achever l'encerclement d'Alep, en coupant cette voie d'accès. Les hélicoptères tournent dès lors en permanence au-dessus de la campagne et il devient de plus en plus compliqué de passer, même en empruntant les chemins à travers champs.

Nous en avons eu un exemple hier, lorsque nous regagnions la villa dans laquelle s'est installé le Conseil militaire de l'ASL d'Alep, dans un village situé à quelques kilomètres au nord de la ville : alors que les deux automobiles qui formaient notre escorte quittaient Alep, nous avons été pris en chasse par un hélicoptère. Il n'était à vrai dire pas prudent de rouler ainsi en convoi.

La tension était extrême. De la part de nos chauffeurs, pourtant tous deux soldats de l'ASL, elle était proche de l'état de panique, et nous nous préparions à sauter hors de la voiture en cas de tirs. Je me souviens des corps déchiquetés par les shrapnels des tirs de roquettes que j'avais vu défiler à l'hôpital en juillet. Mais nous avons eu beaucoup de chance : les véhicules se sont séparés à un embranchement et l'hélicoptère a rebroussé chemin, se retournant sur Alep.

Nous avons donc passé la soirée et la nuit en compagnie de l'équipe du Conseil militaire d'Alep.

Une vingtaine d'hommes ont transformé la villa en caserne.

Mais on y vit dans la convivialité. Chacun dort là où il trouve un matelas : *« il n'y a pas de règle ; le premier couché est celui qui dormira »*. Le soir venu, une grande table est dressée sur la terrasse du jardin ; tous s'y assoient et nous partageons avec eux les plats qui y sont apportés.

*« Il y a de plus en plus de djihadistes mais nous n'en voulons pas »*

J'ai saisi l'opportunité de m'entretenir longuement avec un des responsables du Conseil : leur chef, le colonel Abdel Jabbaral-Okaidi, que j'avais rencontré en juillet, étant absent, je me suis tourné vers le commandant Abderaouf Kraym, politologue, dans le civil, et directeur financier du Conseil ; l'occasion d'essayer d'en savoir un peu plus sur l'organisation de l'ASBL et quelques sujets sensibles.

J'ai commencé par lui demander de m'expliquer la structure du Conseil militaire d'Alep...

*- Au début de la révolution, il n'y avait que des manifestations pacifiques. C'est quand le régime a voulu y mettre fin par la violence que des groupes ont commencé à s'organiser dans les quartiers et les villages, pour se défendre. D'abord avec des bâtons et des armes blanches. Ensuite, en cherchant des armes à feu. Ces groupes d'activistes ont récolté de l'argent, pour acheter du matériel, pour faire connaître leurs revendications. Ils se sont de mieux en mieux organisés. D'autre part, ils se sont de mieux en mieux armés, en prenant des armes à l'armée régulière. Ils se sont choisis des chefs ; certains se sont rencontrés et coordonnés. Et ils ont contacté l'ASL, composée de déserteurs, qui commençait à se développer, sous l'autorité du colonel Riadal-Asaad, son fondateur. On a aussi appelé des militaires à nous rejoindre. Certains l'ont fait.*

C'est à ce moment-là qu'il est devenu nécessaire de créer un Conseil militaire pour la région d'Alep. Il est constitué de quatre commissions: la commission financière, celle de l'armement, la commission des relations extérieures, qui représente le Conseil dans les conférences internationales, comme celle des « Amis de la Syrie », et la commission politique, qui rédige des rapports sur les réactions internationales à la révolution, pour informer le Conseil, et rédige aussi des articles pour informer l'étranger de nos actions. Les trois premières sont composées uniquement de militaires, élus par les militaires. La commission politique est élue uniquement par des civils, qui ont intégré les groupes de combattants. Le Conseil militaire a élu un chef ; à Alep, c'est le colonel Abdel Jabbar al-Okaidi.

Tous les Conseils militaires en Syrie fonctionnent à peu près sur le même schéma.

*-Pour être bien clair, quelle est la place d'un Conseil militaire dans l'organigramme de l'ASL ? Et quels rapports entretenez-vous avec le colonel Riad al-Asaad, aujourd'hui basé en Turquie ?*

*-Le colonel al-Asaad ne représente rien. Il a fondé l'ASL. Soit. Mais il n'est pas crédible. On peut dire qu'il est désormais hors jeu. Le Conseil militaire est souverain pour sa région. Il n'y a rien au-dessus ; mais l'idée qui est actuellement débattue est de créer un Conseil supérieur qui réunirait les chefs de tous les Conseils. Pour le moment, les différents Conseils coordonnent leurs actions lors d'une réunion hebdomadaire, par Skype.*

*-Et les rapports avec le Haut Conseil militaire, que les généraux déserteurs de l'armée syrienne ont constitué dans le camp d'Apaydin, en Turquie, où ils sont réfugiés ? Son chef, le général Mustapha Ahmed al-Cheick, m'avait expliqué que leur but était de coordonner les différents groupes de combattants de la révolution...*

*-Pareil ! Ils veulent s'octroyer des titres et des honneurs militaires sans faire eux-mêmes de sacrifices. Les gens n'en veulent pas. Les gens n'ont confiance qu'en ceux qu'ils connaissent, et qui se battent avec eux sur le terrain. Toute notre organisation fonctionne sur des rapports de confiance.*

*-Le général al-Cheick m'avait pourtant assuré que près de 60%des groupes de combattants, sur le terrain, avaient accepté de se coordonner sous l'autorité du Haut Conseil...*

-C'est comme s'il vous avait dit : « je représente l'opposition ». Cela n'est pas vrai.

-Serait-il indiscret de vous demander si vous recevez des aides financières de l'étranger ? Si non, comment faites-vous pour financer la lutte armée ?

-Nous recevons des dons de l'intérieur, puis aussi de la diaspora syrienne, d'opposants en exil. Et nous avons aussi des bailleurs de fonds arabes et étrangers.

-Vous accepteriez de m'en dire plus concernant les fonds arabes et étrangers ? Le Qatar ? L'Arabie Saoudite ? La France ?

-Non. Cela, c'est secret.

-La Belgique ?

-Non, pas la Belgique.

-La France ?

-De cela, je ne peux pas vous en parler. Mais c'est complexe...

-Sur combien de combattants le Conseil militaire d'Alep peut-il compter ? Et qui sont-ils ? Tous des militaires déserteurs ?

-Dans la région d'Alep, nous représentons plus de quinze mille hommes. Pour 90%, ce sont des civils qui ont pris les armes.

-Sur le terrain des combats, comment se coordonnent-ils ? Vous avez des moyens de communication efficaces ? Si je peux poser la question, à quoi sert la dizaine de PC que j'ai pu voir dans le poste de commandement installé dans le sous-sol ?

-Le Conseil militaire organise les combattants en unités opérationnelles et leur assigne leurs missions. Chaque unité regroupe des personnes issues de quartiers différents, pour assurer la mixité et éviter les réflexes communautaires. Les ordinateurs servent surtout à communiquer avec l'extérieur.

-Mise à part l'ASL, quelles sont les forces qui combattent à Alep ?

-Il existe encore un certain nombre de groupes, dans les quartiers, qui ne font pas partie du Conseil militaire ; ils ne l'ont pas rejoint. Mais nous sommes en pourparlers actifs pour les réunir tous.

-Il y a aussi une organisation puissante, Jabhet al-Nosra (« les vainqueurs de la première ligne ») dont j'ai rencontré un des commandants : ils n'ont pas un avis très favorable sur l'ASL, dont ils accusent les officiers d'être d'anciens profiteurs du régime...

-Jabhet al-Nosra, ce sont des groupes radicaux, qui veulent un État islamique, et nous ne sommes pas d'accord avec cela. Même si, pour le moment, nous avons un ennemi commun, et s'il faut rester unis. Mais, en réalité, il y a parmi eux beaucoup de jeunes libéraux, qui ne sont pas non plus d'accord avec ce projet. Le problème, c'est que les jeunes vont vers les groupes qui ont des armes pour se battre. Or, comme l'Occident refuse de nous aider, nous n'avons pas les moyens de garder nos jeunes...

-On parle aussi de djihadistes, d'al-Qaïda...

-Il y en a de plus en plus. Mais nous n'en voulons pas. Ils s'infiltrent en Syrie pour servir l'agenda d'autres pays. Ici, à Alep, par exemple, un Saoudien est arrivé ; il s'appelle al-Arour. C'est lui qui finance les groupes radicaux. C'est un problème pour nous. Et la population a peur de ces groupes fanatiques ; ils sont dangereux. C'est pour cela qu'il faut nous aider ; pour que nous soyons assez forts pour créer un État de droit, laïc et démocratique. C'est cela que veulent les Syriens : si vous regardez les Syriens, vous constaterez qu'ils vivent comme en Europe ; ils sont finalement assez proches de l'Occident. À Alep, en particulier, la révolution a été commencée par des gens de la bourgeoisie, des avocats, des professeurs, des hommes d'affaires, qui n'ont rien à voir avec les islamistes. Vous l'avez vu vous-mêmes : tous les jeunes qui se battent n'ont aucun rapport avec les islamistes. Mais l'Occident ne nous aide pas et, plus le temps passe, plus ces islamistes s'infiltrent et gagnent du terrain. C'est l'Occident qui, par son absence, a laissé ces groupes islamistes s'installer dans notre pays.

-Mais pourquoi, selon vous, l'Occident ne vous aide-t-il pas ?

-Je constate d'abord que les peuples d'Occident ne sont pas solidaires avec notre révolution : ils ne sortent pas manifester pour pousser leurs gouvernements à nous aider. Mais, surtout, l'Occident voudrait imposer ses conditions à la révolution, ce que nous n'acceptons pas. L'Occident reste bloqué sur l'agenda de Condoleezza Rice, sur cette idée d'un nouvel ordre mondial, dans lequel les pays arabes n'ont pas le droit d'être réellement indépendants. Donc, il préfère des États arabes sous la dictature à des États arabes démocratiques. Les dictatures sont plus malléables ; cela fait des années que Bachar el-Assad s'aligne progressivement sur l'agenda occidental. Et puis, il y a des accords entre les États-Unis et Bachar el-Assad concernant la sécurité d'Israël. C'est pour toutes ces raisons que l'Occident nous interdit de nous procurer des armes antichars et anti-aériennes.

-Plus précisément, quels pays s'y opposent-ils ? De quelle façon ?

-Trois pays principalement : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Peut-être aussi l'Allemagne, mais nous n'en sommes pas sûrs. Nous avons décidé d'acheter des armes, à des pays du Golfe qui nous supportent, mais ces trois États occidentaux ont fait pression sur la Turquie et la Jordanie pour qu'elles empêchent les armes d'entrer en Syrie par leurs frontières. Nous n'avons pu obtenir que quelques caisses de roquettes antichars et des fusils ; c'est tout. Ces pays entretiennent des rapports positifs avec Bachar el-Assad ; c'est pour cela qu'ils ne supportent pas la révolution. Les États-Unis nous avaient fait des promesses de laisser entrer des armes lourdes ; mais rien de concret n'a suivi.

J'ai rencontré Kofi Annan ; je lui ai dit que, si l'Occident n'impose pas des « free zones » dans certaines régions de la Syrie, il contribuerait aux crimes du régime. En refusant de nous laisser acheter des armes, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne contribuent déjà aux crimes du régime.

### **Une situation ingérable sur le terrain**

Le commandant Kraym m'a donné quelques nouvelles du jeune commandant de Jabhet al-Nosra que j'avais rencontré en juillet à Salaheddine, Abou Bakri : il a été blessé à l'épaule et à la main, mais est sauf et a déjà repris le combat... La conversation s'est achevée fort tard dans la nuit, tandis que des tirs très proches inquiétaient nos hôtes qui, d'abord plutôt désinvoltes, se sont l'un après l'autre saisis de leur kalachnikov. Étonné d'entendre tirer en rafales si près du QG, alors que la région était parfaitement calme lors de mon passage, au début du mois encore, je les ai interrogés. La réponse fut bien vague et fort peu convaincante...

Ce matin, nous sommes bien décidés à retourner dans Alep, même si nous apprenons que l'hôpital Dar al-Shifaa a encore été ciblé cette nuit et a été touché par une roquette.

Alors que nous attendons qu'un transport parte pour Tarik al-Bab, un commandant de groupe se présente au QG : il vient de Salaheddine. Une conversation très animée s'engage avec les membres du Conseil militaire, et nous sommes autorisés à assister à la réunion ; le commandant Kraym paraît très préoccupé : la situation devient de plus en plus ingérable sur le terrain. Les hommes du commandant n'ont plus de munitions, alors que l'armée régulière est en pleine offensive. Il est venu demander au Conseil militaire de lui en procurer. Mais les réserves sont épuisées. C'est sans solution. La discussion est très vive aussi, à propos de Jabhet al-Nosra ; selon le commandant, les combattants de Jabhet al-Nosra ne collaborent pas avec l'ASL autant qu'ils le devraient. Les mines sont graves.

J'interroge le commandant ; il s'appelle Hossam Sabbagh : pour prendre Salaheddine, l'armée régulière a utilisé des bombes thermiques ; il ne reste pas un immeuble intact ; tout est détruit. L'ASL a donc dû reculer et l'armée gouvernementale a pris la position. Moins de 20% du quartier sont encore tenus par des groupes de l'ASL, isolés dans les ruines.

Le commandant me confirme que l'armée régulière avance maintenant dans le quartier voisin de Saïf al-Daoula : l'ASL n'en tient plus que 25% et recule là aussi ; les combats s'y poursuivent, sans relâche. L'ASL essaie d'y établir un « mur de résistance », qui devrait stopper l'avance des troupes d'Assad ; mais ce mur devrait supporter un front de deux kilomètres : l'ASL n'a pas

assez d'effectifs et comptait sur les combattants de Jabhet al-Nosra. Or, ces derniers auraient décidé de se replier. L'ASL fait donc face seule et ne pourra probablement pas tenir le coup.

-Nous, nous ne faisons pas de politique ; nous n'avons qu'un seul objectif, ajoute le commandant Sabbagh : renverser Assad. Après, on fera des élections, et le peuple décidera. Mais, eux...

Le commandant ne veut pas trop en dire, mais il semblerait, selon un des hommes, que des accrochages seraient survenus entre des combattants de l'ASL et ceux de Jabhet al-Nosra, qui auraient échangé des tirs...

Quelques heures plus tard, c'est le colonel Abdel Jabbar al-Okaidi lui-même qui fait une courte apparition à la villa, accompagné d'une dizaine d'hommes. L'atmosphère est devenue plus sombre encore. Après avoir devisé avec son état-major, il accepte de me dire quelques mots : la bataille d'Alep est mal engagée ; et il me confirme que les armes font cruellement défaut ; l'ASL subit quotidiennement de lourdes pertes.

Nous attendrons tout l'après-midi durant que la route se libère pour entrer dans Alep.

« Syrie, nous crions ton nom ! » ,scandent en chœur les enfants qui manifestent ce soir à Tarikal-Bab, en dépit des bombardements de plus en plus fréquents.

Ils chantent ainsi tous les soirs, dans le silence indifférent d'un monde qui ne les entend pas.

**Pierre Piccinin**